

POUR L'OBSERVATEUR PERSPICACE, LES SIGNES D'UNE CATASTROPHE écologique en Amérique centrale abondent : les forêts décimées, l'érosion des sols, les cultures sur brûlis, les tristes bidonvilles qui cerment les villes, la puanteur des eaux usées non traitées, la brûlure des pesticides que le vent apporte des champs de coton, toute une litanie de désastres qui menacent l'isthme assiégué autant que la tourmente politique actuelle.

La terre, la population et les ressources sont si étroitement liées qu'il est difficile de séparer un problème d'un autre. Jeffrey Leonard, qui a rédigé sur les ressources naturelles en Amérique centrale l'ouvrage faisant le plus autorité, souligne ces liens étroits :

«L'instabilité politique sape le développement économique; la stagnation du développement économique, face à une forte croissance démographique augmente d'autant le nombre de personnes qui vivent dans une pauvreté absolue; une extrême pauvreté qui coexiste avec une richesse et des ressources concentrées entre les mains d'un faible pourcentage de la population totale sème le grain de futurs chaos politiques.»

Cependant, il est plus facile de décrire un cercle vicieux que de donner la solution pour le rompre.

LE PLAN DE PAIX POUR L'AMÉRIQUE centrale qui, après une longue gestation, a vu le jour à Esquipulas, dans l'est du Guatemala le 7 août 1987, marque une tentative courageuse de percée. Ce jour-là, les présidents de cinq pays (Cerezo, du Guatemala, Duarte, du Salvador, Azcona, du Honduras, Ortega, du Nicaragua et Arias, du Costa Rica) sont convenus d'une série de procédures interdépendantes pour instaurer «une paix ferme et durable en Amérique centrale». Depuis lors, il y a eu un nombre de rencontres entre représentants et ministres des Affaires étrangères, rencontres qui, après des mois de manoeuvres diplomatiques, ont débouché sur un nouveau sommet entre les cinq présidents en février de cette année, à Costa del Sol, au Salvador.

Cette coopération a survécu à bien des revers. Ce qui a incité les présidents ne fût-ce qu'à aller jusque-là en dépit d'une opposition sensible, c'est, selon l'analyse d'un observateur intéressé, une perception commune du malaise économique. En mai dernier, le président Daniel Ortega du Nicaragua a déclaré devant une commission parlementaire canadienne : «Un point nous unit : nos problèmes économiques. Grâce à eux, nous avons pu nous parler.»

C'était une bonne chose, car leurs économies ploient sous le poids d'une dette extérieure plus forte par rapport au produit intérieur brut (PIB) que celle de la plupart de leurs voisins d'Amérique latine, car le prix de leurs principales exportations baisse, un chômage et un sous-emploi endémiques sévissent, et les infrastructures (routes, installations de traitement des eaux usées, réseaux électriques, par exemple) qui, au Nicaragua et au Salvador, se détériorent peu à peu avec la guerre civile, sont extrêmement inadaptées. L'effet négatif de tous ces facteurs est encore exacerbé par une forte croissance démographique, une fonction publique sous-payée et mal formée, et une fuite des cerveaux qui s'accélère à mesure que les crises s'amplifient.

Au coeur de ces problèmes économiques, il y a l'utilisation de la terre et des ressources renouvelables : forêts, sols, eau et pêcheries. Les ressources naturelles représentent plus de la moitié de la production économique de la région, la moitié de ses emplois et la plupart de ses exportations. La crise économique est donc, essentiellement, une crise écologique (la dégradation des ressources naturelles) qui, elle, se résume à une question de jeux politiques et de rapports de puissance.

LES PROBLÈMES FONDAMENTAUX SONT AU NOMBRE DE TROIS. TROP DE GENS, trop peu de terre, et des schémas d'utilisation de celle-ci carrément mauvais. La répartition des terres a commencé à se fausser au siècle dernier avec l'introduction progressive des cultures d'exportation. Pour planter des caféiers,

on a expulsé des milliers de paysans qui cultivaient du maïs, des haricots et d'autres denrées de base pour nourrir leurs familles. Plus tard, de riches planteurs de canne à sucre et de coton se sont constitués d'immenses domaines en chassant d'autres paysans encore. Le changement le plus spectaculaire s'est produit dans les années 1950 quand, les États-Unis ouvrant leur marché au boeuf d'Amérique centrale, de vastes étendues de terres agricoles furent transformées en pâturages pour un bétail qui demandait de grands espaces et peu de main-d'oeuvre.

Aujourd'hui, les terres agricoles les plus riches dans les vallées servent habituellement de pâturages, alors qu'elles conviendraient bien plus à des cultures vivrières de base destinées à la consommation intérieure. Pour produire du coton, l'Amérique centrale est devenue l'un des plus gros épancheurs de pesticides du monde et elle paie les conséquences d'une pollution et d'empoisonnements importants. Pratiquement tous les sols plats et fertiles de la région, que de gros propriétaires fonciers utilisent pour des cultures commerciales ou de l'élevage, sont souvent sous-employés. Pendant ce temps, les petits agriculteurs sont poussés vers des terres à plus faible rendement.

Partout dans l'isthme, les fermiers démunis sont amenés soit à cultiver à flanc de coteau, soit à défricher la forêt vierge, dont l'orée recule rapidement. D'après les statistiques de l'Organisation des Nations-Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), en 1960, 61 p. 100 environ de la région était boisée ou couverte de forêt, alors qu'un quart environ était cultivé. En 1980, il ne restait que 40 p. 100 en forêts, mais la surface agricole était passée à 35 p. 100, dont les deux tiers en pâturages. Ces mêmes tendances continuent, bien que l'industrie bovine contribue peu aux recettes d'exportation, en comparaison des vastes étendues livrées au bétail. En 1980, par exemple, les recettes d'exportation variaient entre 18 \$ et 47 \$ par kilomètre carré de pâturage, comparativement aux 1 500 \$ à 1 800 \$ que rapportait le café, toujours au kilomètre carré.

Malheureusement, pour les fermiers sans terres, les coteaux comme les terres défrichées sont rarement viables : les premiers s'érodent en quelques an-

nées et les secondes, rapidement usées par des cultures intensives, sont en général abandonnées à des éleveurs bovins au bout de deux ou trois saisons. Ensuite, les petits paysans sont à nouveau obligés de faire leur balluchon pour partir, vainement, à la recherche de lopins qui leur permettraient de nourrir leurs familles.

La forte croissance démographique rend la quête encore plus aléatoire. Selon le Centre démographique de l'Amérique latine, service des Nations-Unies, la population des cinq pays d'Amérique centrale dépasse aujourd'hui 27 millions d'habitants, ce qui signifie qu'elle a plus que doublé en vingt-cinq ans. En 1986, les taux annuels de croissance démographique étaient de 3,1, 3,2 et 3,4 p. 100 respectivement pour le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua, et de 2,8 p. 100 pour l'ensemble de la région. Si l'on se fie au taux régional, la population de l'isthme aura encore doublé d'ici un quart de siècle.

Ces chiffres se traduisent par une pression implacable sur des ressources naturelles limitées qui se détériorent. Le Salvador a été particulièrement assailli. Ce pays, le plus densément peuplé des Amériques continentales, est unique dans la région, car il n'a pas de façade sur l'Atlantique, vers laquelle il pourrait encourager les migrations intérieures. Pendant de nombreuses années, le passage de Salvadoriens au Honduras voisin, où il y avait plus de travail et de terres disponibles, a servi de «soupape de sécurité». Mais en 1969, les ressentiments suscités par cette immigration ont dégénéré entre les deux pays en ce qui s'est appelé la «guerre du soccer» et ont provoqué le quasi-effondrement du Marché commun de l'Amérique centrale, qui était l'une des tentatives d'intégration régionale les plus prometteuses des années 1960.

Au cours de la décennie suivante, malgré une émigration continue, une guerre civile meurtrière a éclaté au Salvador. Jorge Villacorta, qui a brièvement assumé les fonctions de ministre adjoint de l'Agriculture avant de re-

ENVIRONNEMENT ET SÉCURITÉ

LE CAS DE L'AMÉRIQUE CENTRALE

Comment la terre est utilisée, quelle terre, par qui et pour qui ? Les questions politiques essentielles pour cet isthme déchiré par la guerre correspondent aussi à des problèmes fondamentaux en matière d'environnement.

PAR GREGORY WIRICK